

Les crédits

Je crois qu'il faut donner ces possibilités aux Canadiens et que les résultats ne sauront tarder.

M. Pat O'Brien (London—Middlesex): Madame la Présidente, je joins ma voix à celle des autres députés qui vous ont félicitée pour avoir présidé pour la première fois la période des questions.

En cette Journée internationale de la femme, je suis heureux et fier, en tant que Canadien et député, d'appuyer la motion de l'opposition. Après les quelques discours que j'ai entendus récemment, j'ai peine à reconnaître la motion telle qu'elle a été formulée plus tôt par l'un de mes collègues. On me permettra d'en rappeler l'énoncé:

Que cette Chambre presse le gouvernement de reconnaître le principe de l'égalité économique entre les femmes et les hommes et de mettre en place les mesures visant à assurer aux femmes, dans les domaines de compétence fédérale, l'équité dans l'emploi, les salaires et les conditions de vie.

La députée de Calgary-Nord a cité une célèbre Canadienne et le mot clé de la citation était «égalité». C'est également le mot clé de la motion. Or, certains députés d'en face et en particulier, je regrette de le dire, des députés du Parti réformiste, émettent des craintes.

Il s'agit de craintes au sujet de contingents et autres chiffres artificiels auxquels on aurait recours pour garantir les chances des femmes. Je ne trouve nulle part le mot «contingent» dans la motion dont nous sommes saisis. Je ne le vois pas non plus dans l'amendement proposé par le Parti réformiste.

Je partage l'opinion selon laquelle certains députés d'en face ne comprennent pas la motion à l'étude. Pour ma part, je comprends le sens de cette motion et je serai très heureux de l'appuyer lorsque l'occasion se présentera.

La députée de Calgary-Nord a dit qu'il se pourrait que certaines questions ayant trait à l'égalité des chances pour les femmes doivent être réglées. Je ne crois pas qu'on puisse parler au conditionnel. Nous devons trouver des solutions à de nombreux problèmes qui subsistent dans notre société. On me permettra d'effectuer un bref survol des obstacles auxquels les femmes se heurtent encore aujourd'hui au Canada.

• (1715)

Le principal obstacle tient aux attitudes, comme en témoigne d'ailleurs l'histoire de ce pays. Nous avons tous reconnu fièrement et applaudi les efforts des Canadiens et des Canadiennes qui ont remporté de nombreuses médailles aux récents Jeux olympiques et qui se sont si bien comportés sur la scène sportive internationale. Il suffit cependant de s'en tenir au hockey, ce sport qui a la faveur de tant de Canadiens, pour constater que cette discipline a longtemps été considérée comme une chasse gardée des hommes.

Je viens d'un milieu assez sportif. Je me dois de le signaler. Le hockey n'était pas une affaire de femmes. C'était trop rude, trop rapide, trop insensé. Le sport amateur qui se répand le plus vite aujourd'hui au Canada est le hockey avec palet pour les filles et les femmes de tous âges. C'est le sport qui gagne le plus en popularité. Je suis certain que madame la Présidente est probablement très habile en patins sur le canal. Je compte bien y faire

un tour moi-même. Il n'est pas nécessaire de chercher plus loin, car on voit bien qu'un mythe a été détruit puisque des Canadiennes ont souvent remporté des championnats mondiaux de hockey ces dernières années.

Un autre problème grave est celui de la discrimination au niveau du comportement. Il s'agit d'une attitude qu'on a trop souvent inculquée à nos jeunes, selon laquelle un garçon devait être agressif, dur et dynamique, et une fille, passive, docile et «bien élevée»; elle ne devait ni se salir ni prendre part à des activités agressives, athlétiques ou non athlétiques. Une telle attitude est très destructrice et, comme parent, j'ai fait mon possible, avec l'aide de ma femme, pour ne pas l'inculquer à nos trois enfants.

Il est bon de repenser à la question du droit de vote au Canada. En effet, c'est uniquement en 1918 que les femmes ont obtenu le droit de voter aux élections fédérales. Nous avons entendu tout à l'heure des députés du Bloc fustiger le gouvernement sous prétexte qu'il ne faisait pas assez pour aider les femmes. Je dois malheureusement rappeler à tous les députés que la dernière province à accorder aux femmes le droit de voter aux élections, c'est le Québec. Je sais que la province a fait beaucoup de chemin depuis, nous en avons tous fait, mais je ne crois pas que le gouvernement ait beaucoup à apprendre des députés d'en face dont certains semblent malheureusement avoir une bien piètre connaissance de l'histoire des questions féminines et du droit de vote des femmes.

Avant que les électeurs de ma circonscription me fassent l'honneur de m'élire député, j'étais dans le domaine de l'éducation. Je peux vous affirmer que tout au long de l'histoire du Canada et de bien d'autres pays, on a malheureusement moins encouragé les filles et les femmes que les garçons et les hommes à faire des études poussées. C'est hélas trop souvent la triste réalité.

Selon certains préjugés, les jeunes femmes ne pouvaient se diriger que vers certains champs d'étude restreints, elles ne possédaient pas la capacité voulue pour entrer dans certains domaines qui, pour une raison ou pour une autre, étaient réservés aux hommes. C'est là une attitude très négative et elle a mis bien des obstacles sur la route des femmes tout au long de l'histoire du Canada, mais Dieu merci, elle tombe rapidement en désuétude. Il n'y a tout simplement rien qui se rapproche de la vérité dans les préjugés contre les femmes.

Je veux maintenant parler des possibilités d'emploi pour les femmes et rappeler à tous les Canadiens qu'elles se sont heurtées et se heurtent encore malheureusement à quelques véritables barrières. Nous savons tous que l'on parle, en anglais, de «policeman» et de «fireman». À mon avis, nous faisons des progrès rapides pour éliminer de tels termes sexistes. Je me souviens, lorsque j'étais conseiller municipal à London, en Ontario, il y a quelques années, j'ai appuyé une motion visant à remplacer le terme historique «alderman» par le terme plus neutre de «councillor». Nous avons entendu des gens se lamenter et dire que le ciel nous tomberait sur la tête si nous changions ce mot historique, que c'était ridicule. Aujourd'hui, le terme plus neutre est répandu et très bien accepté.